

1483435

50505

ABANDON ET RETOUR DES CATEGORIES
MARCHANDES EN UNION SOVIETIQUE.

par Charles-Etienne LAGASSE
Aspirant au F.N.R.S.

Document de travail C.R.I.D.E. n° 743.

ABANDON ET RETOUR DES CATEGORIES MARCHANDES EN UNION SOVIETIQUE.

par Charles-Etienne LAGASSE
Aspirant au F.N.R.S.

INTRODUCTION.

Depuis le milieu des années soixante, l'Union Soviétique s'est remise officiellement à utiliser les "catégories marchandes", c'est-à-dire le profit, la rentabilité, le marché, le taux d'intérêt, etc...

La position des autorités à l'égard de ces catégories a varié au cours des décennies qui ont suivi la révolution. La pratique a traduit l'évolution des idées. Il peut être utile de suivre de 1917 à nos jours le cours des doctrines et des faits et d'éclairer ainsi ce qu'on peut appeler la "quadrature du cercle" de toute économie socialiste.

1. L'appropriation sociale des moyens de production et la planification ont été pour les auteurs soviétiques l'occasion d'études théoriques sur le sort des catégories marchandes de l'économie politique traditionnelle. (profit, marché, rentabilité etc...).

C'est bien entendu à MARX et ENGELS eux-mêmes qu'il faut remonter pour trouver les premières prises de position sur ce sujet :

"Au sein de l'ordre social communautaire, fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits, de même, le travail incorporé dans les produits n'apparaît pas davantage ici comme valeur de ces produits (...), puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est pas par la voie d'un détour, mais directement que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante de la communauté" (1).

"Par la prise de possession sociale des moyens de production, la production marchande cesse ..." (2).

(1) K. MARX, La critique du programme de Gotha, extrait cité par E. MANDEL dans Traité d'Economie Marxiste, P. Julliard, 1962, t. IV, p. 31.

(2) Fr. ENGELS, Anti-Düring, extrait cité par E. MANDEL, op. cit. ibid.

C'est ainsi que, dès l'abord, le lien est fait entre le mode d'appropriation des moyens de production et le statut des catégories. D'ailleurs MARX n'avait-il pas, quelques années auparavant, donné le "négatif" de l'affirmation précitée en écrivant que les relations marchandes supposaient la propriété privée des moyens de production de même que celle des produits fabriqués (3).

La disparition des catégories marchandes suppose cependant, dans l'esprit des économistes marxistes, une intégration progressive des forces productives : laquelle se réalise et s'exprime par le plan. Comme l'écrit Charles BETTELHEIM, (le développement des forces productives) "conduit à une intégration effective des processus de production, à une coordination organique de ces processus qui deviennent de plus en plus un processus unique, si bien que le domaine des relations marchandes se réduit et que la sphère d'activité des catégories marchandes dépérit" (4).

Le plan devient l'instrument d'organisation de la production sur base de régulateurs nouveaux : le temps de travail socialement nécessaire et la valeur d'usage des biens produits :

"La société aura encore besoin de savoir combien de travail (plus exactement de temps de travail) il faut pour produire un objet d'usage quelconque. Elle aura à organiser le plan de production en fonction des instruments de production, au premier rang desquels est la force de travail. Ce seront, en dernière analyse, les effets utiles des divers objets d'usage, comparés d'abord entre eux et , ensuite, par rapport aux quantités de travail nécessaire à leur fabrication, qui détermineront le plan de production. On se tirera simplement d'affaires sans faire intervenir la fameuse "valeur" (5).

2. Ces idées furent ratifiées par les théoriciens soviétiques, au moment du communisme de guerre, et plus particulièrement par la tendance trotskyste: les faits semblèrent en un premier temps se conformer à leurs préceptes. L'intervention militaire étrangère et la guerre civile avaient rendu nécessaire une centralisation à outrance mais provisoire. Le marché du blé avait été aboli au profit d'un monopole d'Etat. Les échanges monétaires furent remplacés par le troc,

(3) K. MARX, Le Capital, livre I, ed. sociales, P, 1948, vol. I, p. 57.

(4) Ch. BETTELHEIM, Planification et croissance accélérée, Maspéro, 1970, p. 24.

(5) ENGELS, Anti-Düring, traduction BRACKE, t. III, pp. 96-97, cité par P. NAVILLE, dans Le salaire socialiste, P. Anthropos, 1970, vol. 2, pp. 2-3.

les impôts, remplacés par des réquisitions en nature; les salaires firent place à d'autres formes de rémunération. Au début de 1921, par exemple, la part du salaire monétaire dans la rémunération du travail des ouvriers et employés était de 7%, le reste étant constitué par des paiements en nature et en services (instruction, repas des cantines, transports publics, logement et éclairage étaient gratuits) (6). Par nécessité plus que par idéologie, on appliquait le principe du communisme, à savoir la répartition selon les besoins. Les vivres étaient répartis presque indépendamment de la productivité du travail" (7).

Dans ces conditions, le rôle des banques était dérisoire.

Il ne faut pas s'étonner dès lors si elles furent momentanément fermées (8). Le commissaire du peuple aux finances vit ses attributions s'étioler. Les trotskystes y virent la confirmation de leurs théories, mais LENINE insista sur le caractère provisoire de ces mesures. Il suivait, en effet, avec inquiétude l'évolution des finances publiques. La suppression des échanges monétaires avait comme conséquence le tarissement des ressources en espèces de l'Etat. Comme de lourdes dépenses administratives, militaires et sociales subsistaient, le déficit budgétaire fut couvert par des émissions de papier-monnaie. C'est dire que le cours du rouble s'effondra (9). Avec lui, la politique des services et des biens gratuits. (10). Il apparut bien vite, cependant, qu'un moyen d'échange plus ou moins stable s'imposait : plusieurs denrées jouèrent ce rôle et notamment le sel.

(6) Cfr. Ekonomičeskaja istorija S.S.S.R., Mos. Mysl', 1967, p. 332.

(7) TROTSKIJ, discours prononcé au IVe congrès de l'internationale communiste en 1922, cité par P. NAVILLE, op. cit., p. 191.

(8) La banque centrale fut fermée en janvier 1920.

(9) Les recettes et dépenses monétaires de l'Etat, calculées en roubles-or, évoluèrent comme suit : (cfr. S. ZAGORSKIJ, La renaissance du capitalisme dans la Russie des Soviets, P., Giard, 1924, p. 143.).

	<u>recettes</u>	<u>dépenses</u>
1913	3.431,3	3.382,9
1918	199,7	594,6
1919	68,1	277,6
1920	19,4	147,8
1921	55,1	350

La valeur du rouble sovié-

tique en comparaison de celui d'avant-guerre passa de 1/62e en 1918 à 1/605e en 1919, 1/6.290 en 1920 et 1/40.304 en 1921. (S. ZAGORSKIJ, op. cit., p. 201).

10) "Le pays est sursaturé de papier-monnaie. Le draïner, le faire rentrer, telle est la tâche principale de l'heure actuelle. Cette tâche sera atteinte en faisant payer tous les services de l'Etat sans exception". (Krasnaja Gazeta 18.9.1921, citée par S. ZAGORSKIJ, op. cit. p. 145).

3. Selon N. BUHARIN, le représentant d'une tendance non trotskyste, (11) la planification socialiste a pour but et pour effet de substituer à la production anarchique de "marchandises" une production rationnellement organisée. Dès lors que le plan organise la production et la répartition, les régulateurs traditionnels de la production capitaliste, le profit et le marché, cessent d'avoir cours.

"La marchandise peut être la catégorie de base uniquement dans le système où elle est un bien social permanent et non accidentel, fondé sur une production anarchique. Et, dans la mesure où disparaît l'irrationalité du processus de production, c'est-à-dire, dans la mesure où la place de la spontanéité se dresse un régulateur social conscient, la marchandise se transforme en produit et perd son caractère marchand. (12).

C'est dans cet esprit, mais essentiellement par empirisme que s'organisa la répartition des moyens de production. Les administrations industrielles (glavki) naissantes substituèrent au marché un système de relations purement comptables et administratives; les biens étaient alloués, les entreprises mises en contact par des ordres hiérarchiques selon un financement budgétaire pour les entreprises d'Etat. Toutes leurs dépenses et recettes furent désormais portées au compte du Trésor. On annula les parts sociales des sociétés par actions, les dettes de créanciers privés de ces mêmes sociétés, les dettes obligataires des entreprises d'Etat et leurs arriérés fiscaux. Les fonds excédentaires portés en comptes bancaires leur furent soustraits.

Discipline militaire et discipline économique^{ne}/se distinguaient plus nettement et les exigences qualitatives de la demande n'étaient pas prises en considération. A vrai dire, la centralisation affectait surtout dans les faits l'industrie lourde : les entreprises du secteur I se voyaient contraintes de livrer intégralement leur production à l'Etat sans égard à leur équilibre financier ou à la destination de leurs produits. Une réquisition des biens et des services ainsi que la répartition autoritaire des ressources provoquèrent bien vite un mouvement de mécontentement, plus particulièrement dans le monde paysan. L'effondrement de la production fut vertigineux.

(11) Pour une étude des thèses de BUHARIN, voir l'ouvrage d'H. CHAMBRE, Le marxisme en Union soviétique, Seuil, 1955, pp. 365 sv.).

(12) N. BUHARIN, Ekonomika perehodnogo perioda, 1ère partie, Mos, 1920, p. 134, cité par H. CHAMBRE, Le marxisme en Union Soviétique, P. Seuil 1955, p. 368.

4. Avec la N.E.P., c'est le cap diamétralement opposé que l'on choisit (13). La guerre civile laissait le pays dans un état catastrophique; les réquisitions agricoles, instaurées en janvier 1919 et qui visaient tous les surplus, avaient supprimé tout intéressement des paysans à leur production et développé un marché noir désastreux; la substitution aux salaires de "rations sociales" égalitaires avait provoqué un effondrement dans l'industrie.

L'échec du communisme de guerre fut celui du désintéressement. Aussi, une analyse lucide de la situation imposa un retour au marché et aux catégories marchandes. Ce fut le moyen, notamment, de permettre aux paysans d'échanger leur production agricole contre des biens industriels. L'abandon des prélèvements agricoles (14) et le regain d'une industrie privée donnèrent à cette période les traits que le IXe Congrès des Soviets définit comme suit : "formation d'un marché intérieur" et "développement de la circulation monétaire" (15). Le même Congrès prit une résolution rédigée en ces termes :

"Dans ces conditions, ce serait l'erreur la plus lourde de la part du pouvoir soviétique que d'appliquer dans le domaine de l'économie nationale les méthodes qui furent prises par lui dans la période précédente et que requéraient les conditions particulières de la guerre civile. Le pouvoir ouvrier et paysan se doit, par des mesures économiques systématiques parfaitement étudiées et fondées sur une évaluation exacte des mécanismes du marché, de prendre en mains la régulation de ce marché et de la circulation monétaire"

5. Dans le secteur de la production industrielle, on interrompit la politique de nationalisation pour les petites et moyennes entreprises; on en dénationalisa plusieurs. Dans le secteur d'Etat, on entreprit une croisade contre la production à perte :

dans

(13) La Xe conférence du parti, en mai 1921, proclamait une résolution rédigée par LENINE : "Le levier principal de la nouvelle politique économique est l'échange de marchandises" (Résolution du 27.5.1921 sur la politique économique, Direktivy K.P.S.S. i sovetskogo pravitel'stva, Mos., 1957, p. 239).

(14) Ce phénomène et son évolution sont par eux-mêmes significatifs : les prélèvements agricoles furent remplacés en mars 1921 par un impôt en nature, qui laissait un certain intéressement des paysans à leur production. Cet impôt, évalué au départ en divers produits agricoles, fut uniformisé en mars 1922 et calculé en unités "blé" ou "seigle". En 1923, sa perception se faisait soit en nature, soit en argent. Un an plus tard, le gouvernement se décidait à instaurer un impôt agricole unifié sous forme monétaire.

(15) Article 2 de la décision du IXe Congrès des Soviets du 28.12.1921, Direktivy ..., op. cit., t. 1, p. 295.

"Toutes les entreprises d'Etat, aussi bien celles qui restent soumises à l'approvisionnement d'Etat, que celles qui y ont été soustraites, doivent se conformer aux principes de l'autonomie comptable en comptabilisant avec précision tous les éléments de la production, en diminuant les frais généraux, et en réduisant au minimum l'administration; elles doivent en outre par tous les moyens lutter pour la réduction du coût de la production sans préjudice à la qualité." (16).

La décision du Conseil du travail et de la défense du 12.8.1921 et celle du Conseil des commissaires du peuple du 16.8.1921 ouvrirent la porte à la transformation des moyens de production en marchandises: les entreprises et les trusts - y compris ceux du secteur d'Etat - purent échanger sur le marché libre leurs matières et leurs instruments de production (17).

Ce qui importe dans ces décisions, c'est que la cause -et la motivation- du retour au marché, fut l'insuffisance des réserves de l'Etat et donc son incapacité à approvisionner directement les entreprises. La pénurie des biens a provoqué la réaffirmation de leur nature de marchandises . Comme pour le secteur agricole, l'Etat renonçant à sa perception en nature -puisque les entreprises "intégrées" lui livraient la totalité de leur production -dut se contenter d'un impôt en espèces.

L'ambiance de cette époque est aussi décrite par un témoin : "La tactique antérieure ne nous a pas habitués à nous adapter avec souplesse à la pénétration bourgeoise et voici qu'on se met d'un coup à disloquer nos réserves (...). L'individualisme bourgeois se fraie impérieusement la route, renversant tel un cyclone

(16) Art. 11 de la décision du IXe Congrès des Soviets; op. cit., p. 303.

(17) Le IXe Congrès des Soviets qui se tint en décembre 1921 dut lui aussi concéder aux entreprises les plus centralisées la faculté de se pourvoir sur le marché libre en moyens de production. Le principe de l'intégration de ces entreprises dans l'administration centrale cédait au profit des catégories marchandes. On y lit en effet : "Dans la mesure où la restauration de l'industrie lourde et la continuité de sa production sont impossibles, autrement, que par sa relation directe avec le marché intérieur, où elle doit rechercher un complément aux ressources que lui fournit l'Etat, il faut accorder aux entreprises et à leurs unions le droit de réaliser sur le marché une partie de leur production en conformité avec leurs plans opérationnels", tels qu'approuvés et compte tenu de l'insuffisance des ressources nécessaires fournies par l'Etat ..." (Résolution citée, DIREKTIVY, Op.cit., p. 302

les vieilles conceptions et habitudes. Les instincts, réprimés pendant quatre ans, rompent la digue avec violence de tempête. On voit surgir des banques, des magasins, le libre commerce, des traites, des bourses, des escomptes, des spéculations. Ca sent le bon vieux temps. (18).

Le secteur directement approvisionné par l'Etat se contracta de façon impressionnante. Il occupait au milieu de 1921 plus d'un million et demi de personnes; deux ans plus tard, en août 1923, il ne représentait plus que 50.718 ouvriers. (19).

Les trusts, devenus autonomes, entraient en concurrence avec le secteur privé mais entre eux, la concurrence n'était pas moindre. L'Ekonomičeskaja Zizn, l'organe du Conseil du travail et de la Défense (S.T.O.) décrivait ainsi la situation :

" La réaction contre la structure de l'organisation industrielle et contre les méthodes de son organisation du temps du communisme de guerre a pris des formes et des proportions telles que pratiquement, le rôle de l'Etat, le principe étatique sont presque réduits à néant et il ne subsiste des restrictions imposées par l'Etat que des vestiges lamentables. La politique des prix est faite par chacun comme bon lui semble; les organes régulateurs de l'Etat (...) se sont transformés en organes impuissants suspendus dans le vide ... (20).

Cette liberté des prix provoqua bientôt une détérioration sévère des termes des échanges entre l'industrie et les campagnes. Alors que jusqu'à la moitié de 1922, les prix agricoles s'étaient élevés plus rapidement que les prix industriels (suite à la concurrence existant dans le secteur industriel), la tendance s'inversa. Il faut y voir la conséquence de la pénurie des biens industriels (sous la forme de "syndicats"), de l'élévation très rapide des coûts

(18) Extrait d'un article de M. STEKLOV dans les Izvestija, cité par S. ZAGORSKIJ, op. cit., P. 48.

(19) On créa même une "Commission spéciale pour la réduction de l'industrie" (cfr. S. ZAGORSKIJ, op. cit., pp. 60 et sv. et 170).

(20) Ekonomičeskaja Zizn, 12.7.1922, traduction S. ZAGORSKIJ, op. cit., p.63).

de production des trusts et entreprises en même temps que de la remise en route de la production agricole. On en arrivait à renier le principe de l'alliance entre la ville et la campagne, fondement de la N.E.P. pour mettre en pratique les thèses de PREOBRAZHENSKIJ, pour qui l'accumulation industrielle devait être financée par les campagnes. Ce fut la "crise des ciseaux" (21) à laquelle le gouvernement s'efforça de remédier par des moyens administratifs (contrôle des prix et des réserves) et économiques, (restriction du crédit, "contrats de programme" où les aides du gouvernement étaient conditionnées par une réduction préalable des prix (22).

Face à ces mesures, les trusts, à la recherche de moyens circulants, profitèrent de la faculté qui leur avait été accordée par les décisions d'août 1921 et entreprirent de vendre aux particuliers des éléments de leur capital fixe. Cette liquidation du patrimoine social suscita le décret du 10 avril 1923 interdisant aux trusts de disposer de certains types de fonds. Le statut juridique du patrimoine des trusts fit l'objet d'une distinction quant au régime de l'aliénation. La terre et certains éléments du capital fixe furent soustraits à tout transfert de propriété; d'autres éléments du capital fixe ne purent être aliénés que moyennant l'autorisation du Conseil supérieur de l'Economie nationale (V.S.N.H.). Les capitaux circulants, enfin, pouvaient être l'objet d'opérations au même titre que le capital des entreprises privées. (23).

(21) Les prix évoluèrent comme suit : prix agricoles prix industriels

1.8.1922	100	100
1.10.1922	110	160
1.1.1923	230	490
1.4.1923	420	1120
1.6.1923	760	2400
1.9.1923	2800	11400
1.11.1923	9360	35590

C'est ainsi, par exemple, qu'une paire de chaussures qui équivalait à 74,2 "fontes" (400gr) de farine de seigle au 1er mars 1922, en valait 364,4 un an plus tard et 767,8 au 1er octobre 1923. (chiffres de S. ZAGORSKIJ, *op. cit.*, pp. 127-128). Sur cette crise des ciseaux, voir l'intéressante étude de V.S. NEMCINOV, dans "Modèles économiques de S.G. STRUMILIN, *Cahiers I.S.E.A.*, Série G, mai 1966, pp. 41 ss.

(22) Cfr. R. HUTCHINGS, *The Origins of the Soviet Industrial Price System*, *Soviet Studies*, 1961-1962, n°1 (juillet 1961) p. 43.

(23) "Décret sur les entreprises industrielles de l'Etat fonctionnant sous le régime de l'autonomie comptable (hozrasčet)", *Izvestija*, 13.4.1923.

6. Dans le secteur du commerce intérieur, la libéralisation fut tout aussi manifeste. Un décret du 26 avril 1922 supprima toute restriction à l'ouverture d'un commerce ; quatre mois plus tard, un autre décret institua des bourses de commerce destinées officiellement à confronter l'offre et la demande. On réduisit à quasi rien le nombre d'articles dont le commerce était interdit.

Mais, de ce fait même, on instaurait une rivalité entre le commerce privé (dont les prix étaient libres) et le commerce d'Etat ou coopératif (dont les prix étaient fixés), rivalité, dont le premier bénéficia. Les fluctuations de la conjoncture firent que les prix fermes empêchaient les marchés de se conclure. La nécessité apparut aux yeux des responsables des coopératives d'assouplir la politique des prix :

"Il ne faut pas se faire d'illusions : dans les conditions de notre réalité actuelle, on ne pourra constituer des stocks de produits qu'en se servant d'un appareil malléable, s'adaptant aux corrélations des prix sur le marché, tenant compte de l'offre et de la demande pour chaque marchandise donnée. (24)

7. Au chapitre des finances publiques, les autorités prirent la résolution d'appliquer les principes exactement opposés à ceux en vigueur dans la période précédente : refus de la gratuité des biens et services des pouvoirs publics, retour à l'orthodoxie budgétaire, réapparition du crédit bancaire. Parallèlement au regain d'intérêt pour la monnaie, le Commissaire du peuple aux finances vit ses pouvoirs amplifiés. Donnant sa préférence à la fiscalité indirecte, il leva à partir d'août 1921, un impressionnant train d'accises, les tarifs postaux et ferroviaires subirent une hausse substantielle. (25)

Mais la réorganisation de l'économie avait tari les recettes. Dans le climat d'inflation galopante, les échanges stables et une politique budgétaire équilibrée étaient d'avance compromis. L'émission de nouveaux billets se poursuivait d'une façon effrénée. (26)

(24) Résolution de la deuxième assemblée provisoire des délégués de la Centrale des coopératives (Centrosojuz), reproduite dans S.ZAGORSKIJ, op. cit. p. 116).

(25) "La 'manie des impôts' s'empara de toutes les administrations locales. On fit payer pour aller à l'école, pour recourir aux services du pharmacien, pour s'adresser aux hôpitaux, aux ambulances, aux asiles...". (S.ZAGORSKIJ, op. cit., p. 153).

(26) Toute comparaison avec les prix d'avant-guerre défie l'imagination. Ainsi, si l'on prend comme indice 100, le niveau des prix de détail en 1913, on attei-

8. Parallèlement au retour des catégories marchandes, la N.E.P. a signifié celui de la légalité et des catégories juridiques traditionnelles :

"(...) Il apparaît de première importance d'instaurer dans tous les secteurs de la vie les principes rigoureux de la légalité révolutionnaire. Une stricte responsabilité des organes, des agents du pouvoir et des citoyens pour violation des lois et de l'ordre soviétiques doit aller de pair avec le renforcement de la sauvegarde des personnes et des biens.

Les nouvelles formes de relations qui ont vu le jour dans le processus révolutionnaire et fondées sur la politique économique du pouvoir, doivent recevoir leur expression dans la loi et leur garantie juridictionnelle. Pour résoudre toutes sortes de conflits patrimoniaux, il s'impose d'établir des normes stables (27).

Ce fut l'époque d'un essor du droit civil et, plus particulièrement, du droit des obligations. Le décret du 24 mai 1921 "Sur l'échange", par exemple, libéralisa l'échange, l'achat, la vente des produits de l'artisanat et de la petite industrie. (28) Le décret du 22 mai 1922 sur les "Droits patrimoniaux privés fondamentaux" précéda de peu le code civil, promulgué le 11 novembre 1922 et entré en vigueur le 1er janvier 1923: tous deux consacraient le droit à la propriété privée sur les mêmes produits. (29)

.../. gnait pour toute la Russie soviétique

au 1er.10.1922	618.000.000
au 1er.01.1923	1.975.500.000
au 1er.10.1923	66.615.000.000
au 1er.12.1923	235.910.000.000

cfr. S. ZAGORSKIJ, op. cit. p. 238.

Cet indice des prix de détail comme celui des prix de gros ont évolué de concert avec l'indice de la quantité de papier-monnaie mise en circulation.

(27) Art. 12 de la décision du IXe Congrès des Soviets du 28.12.1921, précitée.

(28) cfr. Direktivy ..., t. I.p. 238. Voir aussi la résolution de la Xe Conférence panrusse du P.C.R. (b), qui stipule notamment : "Le levier fondamental de la nouvelle politique économique est constitué par l'échange de marchandises. Des relations correctes entre le prolétariat et la paysannerie, la réalisation d'une forme de rapports parfaitement stables entre ces deux classes dans la période de transition du capitalisme au socialisme sont impossibles sans l'établissement d'un échange systématique de marchandises et de produits entre l'industrie et l'agriculture".

(29) Furent de même autorisés les nantissements, les contrats de travail, de vente, d'achat, d'échange, d'emprunt, de fourniture, d'assurance, de société, ... etc.

9. Malgré cette pause dans le processus révolutionnaire, les recherches d'une nouvelle science de l'organisation des forces productives (30) ne sont pas pour autant interrompues. C'est ainsi que PREOBRAZENSKIJ se fait le protagoniste d'une science de la prévision des besoins économiques, science de la production organisée, du travail organisé" (31). Il en va de même pour GATOVSKIJ, selon qui une répartition administrative des biens et des facteurs de production en nature remplacera le marché, l'unité de compte y étant le travail social (32).

La loi de la valeur ne subsistera que comme moyen d'exécution, subordonné à la "comptabilité de l'économie nationale" (33). Cette dernière pourra à priori l'équilibre entre production et consommation, ainsi que la proportionnalité entre les branches. Pour d'autres, si la loi de la valeur continue à jouer un rôle provisoire, c'est en subissant "un processus de dépérissement qui doit la transformer en loi des dépenses de travail de la société socialiste" (34). L'intégration progressive des forces productives sous forme d'étatisation supprimera la question de la régulation de l'économie par la valeur.

Les aléas conjoncturels doivent disparaître : il fut un temps, entre 1931 et 1941, où le terme de statistiques fut même banni par l'Office des "statistiques" car impliquant l'existence de phénomènes aléatoires imparfaitement contrôlés. (35)

(30) La constitution d'une science originale de l'organisation sociale a tenté plus d'un auteur : outre BUHARIN et PREOBRAZENSKIJ, citons encore BOGDANOV et JAROSSENKO.

(31) PREOBRAZENSKIJ, Novaja ekonomika, Mos, 1925, cité par H. CHAMBRE, op. cit., p. 373.

(32) L. GATOVSKIJ, Na novom etape, Mos., 1930, t. II, pp. 1 sv.

(33) PREOBRAZENSKIJ, Zakon cennosti v sovetskom hozjajstve, cité par H. CHAMBRE, op. cit., p. 379.

(34) I.A. LAPIDUS et K. OSTROVITJANOV, Précis d'économie politique, cités par H. CHAMBRE, op. cit., p. 383.

(35) Cfr. Guy CAIRE, La planification soviétique à la recherche de la rationalité, Revue économique, 1963, n°3, p. 428.

10. Dans la mesure où l'existence de marchandises avait rendu les échanges sujets de droits, l'abolition des catégories marchandes devait, selon PASUKANIS, s'accompagner d'un dépérissement du droit. A la réglementation des rapports entre particuliers sous forme de contrats, se substituerait une administration d'un type nouveau par voie de rapports de subordination acceptés de plus en plus volontairement (36). Ces relations de pure administration devraient être envisagées dans la perspective de "l'administration des choses" appelée à remplacer selon l'expression de F. ENGELS le "gouvernement des personnes" (37).

La disparition progressive du marché est synonyme pour PASUKANIS de "la disparition progressive du moment juridique dans les rapports entre hommes" (38). La même thèse du dépérissement du droit était exprimée de façon synthétique par P.I. STUČKA : "Chez nous, le socialisme dans son dernier stade, le communisme, ne signifie pas la victoire d'un droit socialiste, mais la victoire du socialisme sur le droit en général. Ainsi, avec la destruction des classes et de l'antagonisme de leurs intérêts, le droit en général disparaît"(39).

11. J'ai donné le nom de "système administratif" au régime, tel que l'a instauré STALINE et tel qu'il se prolonge encore partiellement de nos jours. Le système administratif présente les caractéristiques suivantes:

- l'hypertrophie de la direction administrative du pays (quant aux structures et quant aux procédures) masque ou étouffe les forces sociales et économiques spontanées.

- la source et l'expression des décisions sont purement administratives : les décisions ne sont pas fondées sur les "lois économiques objectives" et en ce sens, elles sont arbitraires;

- l'application des décisions est hiérarchique et administrative. Le systè

(36) E.B. PASUKANIS, Obščaja teorija prava i marksizma, Mos., 1928, 4ème éd.; sur un commentaire des thèses de PASUKANIS, cfr. D.G. LAVROFF, Les libertés publiques en Union Soviétique, Pedone, 1963, pp. 49sv. Voir aussi le commentaire d'H. CHAMBRE dans l'ouvrage cité, pp. 220 sv. et notamment : "Les rapports du marché, le contrat d'échange où l'accord des volontés se manifeste sont la source du droit" (p. 221) de même que cette citation de PASUKANIS : "Le rapport juridique entre sujets n'est qu'un autre aspect du rapport entre produits du travail devenu marchandises" (Obščaja teorija ..., H. CHAMBRE, op. cit., p. 221).

(37) "Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production", F. ENGELS, Anti-Düring, Ed. Sociales, P. 1956, p. 320.

(38) PASUKANIS, Za markso leninskuju teoriju gosudarstva i prava, Mos. 1931, cité par H. CHAMBRE, op. cit., p. 223.

(39) P. I. STUČKA, dans Encyklopedija gosudarstva i prava, cité par H. CHAMBRE, op.

me administratif mérite son nom par la place prépondérante de la gestion par ordres administratifs individuels et par l'absence de renvoi à autre chose qu'à l'administration elle-même. L'administration tend à s'y présenter comme une fin en soi.

Il faut dire que les premières années de planification signifièrent en grande partie une victoire du "système administratif" sur le droit. Il s'agissait de parer au plus pressé et de donner le branle à un gigantesque mouvement d'industrialisation : le respect des objectifs planifiés prenait dès lors le pas sur toute autre prescription, fût-elle constitutionnelle. Comme l'écrivait sans fard K. ARHIPPOV dans un article paru en 1929, "Planifier l'économie signifie agir en dehors des normes juridiques". (40)

12. Bientôt cependant, les théories consacrées au dépérissement du droit et de l'Etat furent battues en brèche, puis condamnées par STALINE et son procureur général VIŠINSKIĬ: la lutte de l'Etat soviétique contre ses ennemis, le raffermissement de la dictature du prolétariat dans un seul pays requéraient à titre provisoire le renforcement de l'Etat et du droit.

Petit à petit s'élabora un arsenal de règles de droit administratif et de droit civil informant l'activité des planificateurs. Une nouvelle branche du droit - le droit économique - fut préconisée par des auteurs qui, par ailleurs, avaient annoncé la disparition du droit, à savoir P. STUČKA et E. PASUKANIS. Le succès des premiers plans quinquennaux et l'unification du régime de propriété allaient jeter les bases d'un véritable droit socialiste dont la pierre angulaire serait la nouvelle Constitution de 1936.

13. Dans le domaine économique, on dirigea de violentes attaques à l'endroit de catégories telles que le profit ou le taux d'intérêt. Dans la mesure où le capital n'était plus un facteur de production évaluable et soumis aux relations marchandes le taux d'intérêt fut logiquement relégué dans l'arsenal désuet du "fétichisme des catégories économiques". Les théoriciens constatèrent cependant la persistance de réalités telles que la monnaie, les salaires, etc...

(40) K. ARHIPPOV, Kompetencija S.S.S.R. v oblasti planirovanija, dans Sovetskoe stroitel'stvo, 1929, 39, pp. 29-34, cité par P.M. MAGGS dans "Les aspects juridiques de la planification économique en U.R.S.S.", Annuaire U.R.S.S., 1965, p. 232.

La période d'introduction des plans quinquennaux en 1928 et dans les années qui suivirent fut marquée d'intenses bouleversements. Elle coïncida avec la collectivisation forcée des terres agricoles et peut être caractérisée comme la seconde phase révolutionnaire. (41)

Les hommes nouveaux mis en places par STALINE ne cessaient de reviser les taux de croissance dans le sens d'une accélération et d'un plus grand volontarisme conformément à la loi du développement prioritaire du produit "pour la société" (accumulation) comparativement au produit "pour soi", une telle croissance ne pouvait coexister qu'avec une consommation réduite à la portion congrue.

Historiquement, l'entrée en vigueur du système administratif stalinien s'est accompagnée d'un phénomène révélateur de l'essence d'une société tournée prioritairement vers la production : il s'agit des "crises" de l'économie planifiée.

De l'examen du lancement du plan, on retire l'impression que la "machine" économique, malmenée par son allure immodérée, s'apprête à se disloquer, certains de ses éléments ne parvenant plus à suivre le rythme.

La cause doit en être cherchée dans la confection de plans tendus où les balances d'approvisionnement contiennent des marges de jeu très faibles et dans l'imposition de normes de consommation matérielle et technique très rigoureuses aux entreprises. Il en résulte qu'au moindre obstacle, la mécanique se grippe et tend à se démanteler. Le phénomène est très typique dans le courant du premier quinquennat.

Suite à la vétusté des équipements autant qu'à l'inexpérience de la main-d'oeuvre fraîchement incorporée ainsi qu'aux frais multiples de la mise en place du système administratif stalinien, la main-d'oeuvre, telle qu'elle était planifiée ne répondit pas aux exigences des plans de production. La productivité s'affaissa de façon impressionnante. On peut évaluer sa chute à 27% entre 1928 et 1932 (42). On fit appel aux ressources que constituaient les campagnes, mais le coût

(41) J'ai étudié cette période dans mon article Accumulation et consommation dans la croissance stalinienne, Annales de l'économie collective, n°3, 1973, pp. 303 sv.

(42) Pour les détails sur ces chiffres voir l'article "Accumulation et consom-
.../.

Au cours du premier quinquennat, par exemple, le plan de l'emploi fut constamment dépassé, si bien que le niveau de l'emploi en 1932 excédait de quelque 53% les prévisions pour l'année terminale du plan quinquennal.

Les salaires nominaux en prix courants n'ont, eux aussi, cessé de dépasser les prévisions. Le fonds des salaires industriels passa de 3.494 millions de roubles en 1928-1929 à 11.236 millions de roubles en 1932 en prix comparables de 1926-27, soit une augmentation de 322%. Cette augmentation peut être estimée à 337% pour le fonds global des salaires : le salaire nominal individuel s'accrut ainsi, dans l'industrie, selon E. ZALESKI, de 836 à 1410 roubles par an. Durant le deuxième quinquennat, pour une augmentation des salaires planifiée de 55%, on enregistra une croissance effective de 250%. Le gouvernement tenta vainement par des mesures administratives d'enrayer ce mouvement (43).

Corollairement, les objectifs de réduction des coûts ne purent être réalisés : au lieu d'une baisse de 35%, les planificateurs durent admettre une hausse de 2,3% (44).

Quelles sont, dans les conditions de l'approvisionnement planifié, les conséquences d'une méconnaissance par les entreprises de leurs normes d'utilisation des matières premières ? Logiquement et au premier chef, un déficit des balances d'approvisionnement. Des goulots se produisent petit à petit. Les entreprises situées en aval ne recevant plus leurs matières premières et produits finis, se voient réduites à un chômage forcé plus ou moins étendu. Le phénomène est cumulatif.

.../. mation ..." précité; voir aussi E. ZALESKI, Planification de la croissance et fluctuations économiques en U.R.S.S., P. SEDES, 1962; N. JASNY, Soviet industrialisation, 1928-1952, Un. of Chicago press, 1961; A. NOVE, The Soviet Economy, London, 1968; N. KAPLAN, The record of soviet economic growth 1928-1965, Randcorporation, Santa Monica, 1970.

(43) Un exemple de ces mesures administratives fut le décret du Conseil des Commissaires du peuple du 3.12.1932 par lequel le gouvernement rendait les directeurs d'entreprises responsables du dépassement des fonds des salaires sans accord préalable du gouvernement, cfr. E. ZALESKI, op. cit., p. 219.

(44) Chiffres cités par E. ZALESKI, op.cit., p. 244. Il est à noter que ce phénomène n'est pas propre à l'Union soviétique et s'est retrouvé par exemple en Hongrie au moment de l'installation d'une planification administrative de type soviétique en 1949 et dans les années qui suivirent (cfr. P. KENDE, Logique de l'économie centralisée, P., DEDES, 1964, p. 35.)

Comment les autorités vont-elles réagir ? Loin de revenir à des objectifs moins ambitieux pour tous les secteurs de l'économie, elles vont faire en cours d'exécution des choix. De cet arbitrage, qui, vu le tumulte des circonstances s'apparente fréquemment à l'arbitraire, résulte une scission entre, d'une part, les priorités qui doivent être maintenues quoi qu'il en coûte et les moyens de les garantir et, d'autre part, le résidu des indices planifiés jugés non essentiels.

La conséquence pratique pour le consommateur sera, on s'en doute, la raréfaction des marchandises. Pendant l'ensemble du premier quinquennat, la production des biens de consommation ne s'accrut que de 9% selon N. KAPLAN ou de 36% selon E. ZALESKI.

La dislocation dans la réalisation du plan est ici fort instructive. La mise en place du système administratif s'est caractérisée par une baisse généralisée du taux de croissance de l'économie et de la production industrielle en particulier. De cette dislocation, les industries productrices de biens de consommation firent les frais. Les biens agricoles se firent rares pour deux raisons principalement : à cause de troubles provoqués par la socialisation brutale des terres (abattages de bétail par les paysans) et vu les exportations agricoles destinées à financer l'industrialisation.

Ce processus eut plusieurs conséquences importantes. Citons en trois principales.

A. Les dislocations du plan signifièrent pour les entreprises un climat d'instabilité permanente. Sachant d'avance que leurs besoins en matières premières risquaient de ne pas être satisfaites à moins d'appartenir à un secteur prioritaire - selon des critères de priorité qui, d'ailleurs variaient avec le temps - comment ces entreprises pouvaient-elles s'engager entre elles par des accords stables et précis ? Autrement dit, un contrat économique assorti d'une réelle responsabilité était-il concevable dans une conjoncture instable et dans un cadre structurel en constante évolution ?

B. La dislocation du plan en faveur des industries fabricant des biens de production s'accompagna d'une sollicitude particulière envers les travailleurs de

ce secteur. Ces branches devaient être approvisionnées tant en matières premières qu'en main-d'oeuvre vaillante et qualifiée. C'est dans cet état d'esprit qu'on vit la création spontanée et le développement de réseaux de fournitures en biens de consommation annexés à divers secteurs productifs : des usines disposaient de leur ferme, d'un magasin, d'une cantine ou d'un service de logement qui, constituant l'intendance, avaient l'avantage de fixer la main-d'oeuvre à son travail.

La planification administrative des biens de production s'est ainsi asphyxiée elle-même puisque, loin d'atteindre la cohérence voulue, elle dut tolérer la naissance spontanée de ces organismes nouveaux au service de la consommation.

Il va sans dire, en outre, que pour une bonne part, l'approvisionnement en biens de consommation fut pris en charge par le marché libre, lequel devint le lieu de pressions incontrôlables sur les prix.

C. La croissance désordonnée des revenus de la population, jointe à la priorité donnée à des secteurs^{new} productifs de biens de consommation (secteur I de l'industrie, appareil administratif, police, défense) et, par conséquent à la restriction de tels biens dans les réseaux de commerce officiel (45) provoque, ainsi que l'on peut se l'imaginer, une inflation non négligeable. Fort naturellement, c'est le secteur privé qui lança le mouvement : des hausses vertigineuses s'y déclarèrent(46). Le gouvernement ne renonça pas d'emblée à sa politique de pression sur les prix du commerce d'Etat, mais il ne put résister indéfiniment à cet emballement; un peu plus tard que le secteur privé, il dut consentir des hausses très sensibles (47). Le secteur de la consommation devenait la chambre d'écho des difficultés rencontrées dans le secteur prioritaire. On peut parler à juste titre d'une revanche de la loi du marché que le planificateur avait précisément voulu ignorer.

(45) Un système de cartes de ravitaillement fonctionna, comme durant la guerre civile, entre 1928 et 1935.

(46) Citons à titre d'exemple, le cas du pain qui s'y payait en mars 1933, 50 fois plus cher qu'en 1928 (N.JASNY, op. cit., p. 81).

(47) E. ZALESKI fait part des évaluations suivantes, Evolution des prix de détail d'après les données officielles (A) et calculées par l'auteur (B).

A la fin des années quarante et dans les années cinquante, on peut également observer le jeu des lois économiques. Les réductions planifiées des prix provoquèrent un accroissement de la demande. Le marché libre enregistra ce mouvement : pour un niveau 100 en 1950, les prix alimentaires officiels étaient à 74 en 1955 tandis que les mêmes prix sur le marché libre atteignaient la cote 107 (48). On pourrait multiplier les exemples en ce sens.

Si les réglementations administratives parvenaient tant bien que mal à contenir le mouvement des prix à la hausse, ce dernier trouvait un exutoire dans les produits aux prix non imposés. R. HUTCHINGS cite ainsi le cas de l'usine de construction de locomotives et de wagons de chemin de fer "VOVAT". Les prix des articles assemblés étaient fixés administrativement mais non ceux des pièces de rechange. "Profitant de ce que les prix des pièces détachées n'étaient pas réglementés, VOVAT les augmenta considérablement d'une année à l'autre et refusa de céder tant que l'arbitrage d'Etat n'intervint pas" (49). La stabilité des contrats n'existait pas dans un tel climat de hausse généralisée : chaque année à la révision des contrats de fourniture, des hausses substantielles étaient proposées par les producteurs.

15. Il était manifeste que le communisme ne pouvait être atteint en une fois et qu'une période de transition s'imposait où les produits continueraient à faire l'objet d'opérations de ventes et d'achats comme valeurs d'échange.

Si l'on s'accordait à reconnaître le fait, les interprétations varièrent.

Pour les uns -et STALINE intervint en ce sens- la production de marchandises

.../.	(A)	(B)
1928	100	100
1932	258	371
1937	541	641
1940	644	1012

(op. cit. p. 358).

(48) Cfr. Sovetskaja trgovlja, Mos. 1957, pp. 131 et 182.

(49) R. HUTCHINGS, op. cit., pp. 11 et 12.

du capitalisme (la production de marchandises remontant d'ailleurs historiquement à des stades du développement de la société antérieurs au capitalisme) ne devait pas être confondue avec la production de marchandises du socialisme. La subsistance d'une production de valeurs d'échange s'expliquait par la coexistence de deux formes de propriété des moyens de production : la propriété d'Etat et la propriété kolkhozienne (50). Il s'imposait, si l'on voulait hâter l'évolution, d'intensifier les échanges en nature entre le secteur agricole et l'industrie, l'objectif à long-terme étant une mise en adéquation parfaite, une intégration de ces deux "formes" de propriété. Cette unification ferait progresser la société soviétique vers le communisme.

16. A vrai dire, cet essai d'explication laissait sans réponse la question de la survivance des catégories marchandes à l'intérieur même du secteur d'Etat. Ses tenants arguaient certes, mais de façon peu convaincante, que seules les formes antérieures avaient été conservées et que des prix utilisés pour évaluer les moyens de production n'étaient que des "apparences" de prix, en réalité des moyens comptables purement conventionnels. De plus, on expliquait que si les relations marchandes s'infiltraient dans ces secteurs, c'était par le biais des achats de matières premières agricoles. Il fallait de même tenir compte des achats de biens agricoles destinés à entretenir la force de travail, lesquels étaient financés par les salaires industriels. Par itération, on abandonnait ainsi la vision initiale d'une planification parfaitement intégrée, science de la répartition des produits où toutes les décisions émaneraient d'un centre unique.

17. En vérité, plusieurs causes paraissent expliquer le maintien des catégories marchandes.

En premier lieu, il convient de remonter à l'origine même de l'apparition de celles-ci. C'est, pour résumer, à la division sociale du travail qu'il faut (50) "Aussi longtemps que les deux principaux secteurs de production existeront, la production marchande et la circulation de marchandises resteront en vigueur comme un élément nécessaire et très utile dans le système de notre économie nationale" (STALINE, Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., P. éd. sociales, p. 18, cité par H. CHAMBRE, op.cit. p. 422

imputer la paternité des catégories marchandes. Lorsque les peuplades primitives dépassèrent le stade de la production intégrale de valeurs d'usage, l'échange simple constitua une première forme de division du travail. Troc et commerce exigeaient déjà une spécialisation dans les surplus. Lorsque les surplus devinrent permanents, on passa à l'étape ultérieure, celle de l'échange développé qui prit fréquemment la forme d'une division régionale du travail. L'échange généralisé, quant à lui, se caractérise par la spécialisation fonctionnelle du travail; son apparition coïncida avec le développement de l'artisanat, et, plus particulièrement, avec la révolution métallurgique (51). L'éclatement de la production primitive de valeurs d'usage en activités primaires et secondaires donna du même coup son plein essor au "tiers secteur" : le commerce.

Après n'avoir échangé que des surplus, c'est en fonction de l'échange que l'on en vint à produire: la production de marchandises pour elles-mêmes s'installait.

C'est au regard de cette évolution qu'il s'impose de s'interroger sur la nature des échanges dans l'économie soviétique.

Je ferai abstraction des échanges avec l'extérieur; il est indéniable cependant, que quelque hermétique que puisse être le monopole d'Etat du commerce extérieur et le marché des changes, la loi de la valeur qui sévit sur le marché mondial affecte les opérations de comptabilité nationale et influent sur l'action du planificateur.

18. Au sein de l'économie soviétique proprement dite, la loi du marché jouera en premier lieu entre l'industrie et l'agriculture. Si la différence de propriété explique ce jeu, c'est dans la mesure où la division primordiale du travail en secteurs agricole et industrielle a rendu l'"intégration" de l'économie impossible malgré les tentatives combien ambitieuse de l'ère stalinienne.

(51) Sur ces différents stades, voir, notamment, N.S. ANDREEV, Tovarnoe proizvodstvo, Tovar i den'gi, éd. mysl', Mos. 1970. et E. MANDEL, Traité d'économie marxiste, P., Julliard 1962, t.1, ch. II.

Il faut d'ailleurs ramener l'étendue de la propriété privée agricole à ses proportions réelles. Car avant 1958, les kolkhozes n'étaient propriétaires ni de leurs terres, reçues en jouissance gratuite et illimitée, ni de leurs instruments, lesquels étaient aux mains des Stations de machines et de tracteurs (M.T.S.) Les services des M.T.S. aux kolkhozes étaient payés en nature sous forme de partage des récoltes. STALINE a toujours combattu les propositions émises par certains économistes de vendre aux kolkhozes le matériel des M.T.S. Il refusait cette thèse comme contraire à l'unification de la propriété socialiste et à l'intégration progressive des forces productives. Les paiements en nature devaient être préférés à des relations marchandes sous forme monétaire.

Quelques années plus tard, cependant, en 1958, KROUCHTCHEV décidait le démantèlement des M.T.S. (54) et les kolkhozes purent racheter le matériel agricole. Les livraisons obligatoires furent remplacées par des contrats de vente garantissant des prix "économiquement justifiés"; le régime de rémunération en nature des kolkhoziens (trudoden) céda progressivement le pas à un mode de paiement monétaire comparable à celui des fermes d'Etat (55).

20. Mais à l'intérieur même du secteur industriel d'Etat, les relations marchandes continuent à fonctionner.

C'est à ce sujet qu'il convient de s'interroger sur la nature de l'autonomie comptable ou HOZRASCËT. Certes, l'Etat est seul propriétaire des moyens de production industrielle; mais la propriété unique de l'Etat est, par la force des choses "décentralisée" et les capitaux productifs sont affectés en "Gestion opératoire" à ces centres de décision théoriquement autonomes que sont les entreprises.

(54) Loi du 31 mars 1958, cfr. V.V.S., 1958, n°7.

(55) Le système entra en vigueur le 1er juillet 1966, cfr. Pravda, 18.5.1966, p. 2 et Izvestija 18.5.1966 p.3.

Certes, la planification a pour but ultime la satisfaction des besoins sociaux mais, nonobstant la dépendance des entreprises envers les planificateurs centraux, on ne peut nier une division sociale du travail. La planification vise une organisation plus rationnelle des forces productives; c'est, par conséquent une meilleure répartition des tâches qu'elle poursuit. Malgré tous les empiètements sur l'autonomie des entreprises dont il se rend responsable, le système administratif reste fondé sur la gestion équilibrée du processus de production de l'entreprise : celle-ci est tenue de couvrir ses dépenses par ses recettes. Son activité est faite d'achats et de ventes (56).

En cas de déficit chronique non planifié, la Gosbank intervient d'autorité pour déclarer l'entreprise insolvable et des mesures conservatoires - hypothèques et nantissements y compris - sont prises pour ré-équilibrer de façon rigoureuse la balance des paiements. Un auteur occidental a fait remarquer à ce sujet : "De tels procédés semblent plus appropriés à une économie pluraliste qu'à une situation où les agents sont les parties intégrées d'une organisation unifiée, essentiellement macro-économique" (57).

21. Ces procédés, en fait, ne devraient pas étonner tant que les forces productives ne sont pas totalement intégrées dans une "organisation unifiée".

Et précisément, l'économie soviétique n'est pas intégrée : l'entreprise est intéressée au produit de son activité et à la réduction des coûts par les primes et les fonds de stimulation constitués à partir du bénéfice. Elle utilise un capital qui, à défaut d'être considéré comme une vraie marchandise, est comptabilisé et a une "apparence de valeur". Ce capital transfère progressivement son "apparence de valeur" dans les produits, lesquels sont l'objet d'une évaluation et d'une distribution soit aux entreprises qui les consomment dans

(56) P. NAVILLE, pourtant partisan d'une société où chacun recevrait selon ses besoins, développe des considérations similaires : "La proportionnalité des branches de la production et des produits suppose aussi une certaine forme de marché intérieur, des échanges harmonieux; et ces échanges sont impossibles sans références à la valeur". (Pierre NAVILLE, Le nouveau Leviathan, Le salaire socialiste, P. Anthropos, 1970, vol. 2, p. 159.).

(57) R. BEERMAN, gosbank procedures in the case of economic difficulties of enterprise, Soviet studies, 1961, n°3 p. 285.

leur production, soit aux particuliers par le truchement du réseau commercial où ils sont achetés grâce aux salaires. Voilà donc l'entreprise située au centre d'un tissu de relations : entre elle-même et l'Etat (rapports administratifs), entre elle-même et les autres entreprises (rapports de droit civil), entre elle-même et son personnel (rapport du droit du travail).

22. La nature de "l'autonomie comptable" est essentiellement équivoque. L'entreprise n'est pas propriétaire de son capital, mais elle vend les produits qu'il lui permet de manufacturer; si l'on considère la situation de l'entreprise d'avant les réformes de 1965, on constate qu'elle est d'une part, guidée à chacun de ses pas par une rigoureuse tutelle administrative - et l'expérience des réformes montre que, depuis 1965, la situation n'a pas fondamentalement changé- et, d'autre part, intéressée à la maximisation de sa production et, dans une certaine mesure, de la vente de cette dernière.

Elle est, par la force des choses, confrontée dans la pratique à la nécessité de faire un choix entre les multiples indices auxquels elle ne peut souvent satisfaire entièrement et l'expérience a montré que plus qu'au besoin social c'est à des motivations partielles qu'elle est sensible. Elle est incitée à réduire ses coûts et à maximiser sa plus-value, mais l'essentiel de son bénéfice lui est retiré sous forme de prélèvements arbitraires.

Deux courants contradictoires la sollicitent : d'une part l'affirmation théorique de l'intégration progressive des sources productives qui signifierait la victoire du plan sur les catégories marchandes, victoire non seulement relative en ce sens que le plan maîtriserait et utiliserait ces catégories, mais victoire absolue consistant en la disparition des catégories; d'autre part, le refus des gaspillages économiques et sociaux qui résultent de l'asservissement de l'entreprise à l'arbitraire du centre unique de planification.

Dans la mesure où l'intégration des forces productives n'est pas achevée, les cellules de production sont donc relativement indépendantes les unes des autres. Les centres de décision "sont donc reliés entre eux à la fois par le plan dans la mesure où ils se commandent objectivement les autres et par les relations marchandes dans la mesure où ils sont encore relativement indépendants" (58).

(58) Ch. BETTELHEIM, Planification et croissance accélérée, Maspéro. 1970. p.24

L'ambiguïté du HOZRASCËT et de ses interférences avec la loi de la valeur se reflète dans les écrits d' économistes soviétiques tel le professeur S.K. TATUR: "Dans les conditions de l'action de la loi de la valeur, l'action "organisatrice de l'économie" de l'Etat doit impliquer l'utilisation de méthodes de direction du travail des maillons économiques autonomes telles que le HOZRASCËT. Le HOZRASCËT permet de mener une politique économique qui limite l'action de la loi de la valeur, utilise cette action dans l'intérêt de la croissance de l'économie socialiste sur base de la loi de la croissance planifiée et proportionnelle" (59).

Mais si, théoriquement, elles jouissent de l'autonomie comptable, les entreprises sont écartelées entre l'obéissance à des ordres administratifs de planification et le respect d'engagements contractuels horizontaux en tant qu'ils expriment les rapports marchands. La mauvaise "intégration" du processus productif a pour résultat que les ordres des autorités planificatrices ne peuvent être exécutés par les entreprises pour des raisons extérieures à leur volonté, cette inexécution entraînant pourtant leur pénalisation.

23. Prolongeant notre interrogation sur l'essence du HOZRASCËT, nous pouvons remettre en question l'idée même de l'intégration progressive des forces productives.

Est-elle possible et, à supposer qu'elle le soit, est-elle souhaitable ?

Un argument d'efficacité a été avancé : une centralisation trop poussée risque d'alourdir la procédure de planification et la direction courante de l'activité économique. L'expérience a révélé, en effet, la difficulté de procéder à cette intégration. Le système administratif est là pour en témoigner. Mais il est loisible d'imaginer un développement tel des techniques et, notamment, des ordinateurs, que soit rendue possible la réduction de toute entreprise, de toute action d'entreprise, de tout atelier, de toute brigade, de chaque travailleur au terminal d'un réseau parfaitement intégré où les transferts de biens et de personnel seraient dirigés par la seule voie d'ordres administratifs.

(59) S.K. TATUR, Hozjajstvennyj rasçët v promyšlennosti, Mos. 1964, p. 230.

24. Cet argument d'efficacité est-il le seul ?

Pour répondre, il convient de revenir à la différence majeure entre la société socialiste et la société communiste, à savoir, le mode de répartition des biens. Quelle est, en effet, la situation concrète de l'Union Soviétique -comme celle des autres sociétés d'ailleurs- sinon celle d'une pénurie relative ? La répartition selon les besoins est à l'heure actuelle impensable pour le simple motif que l'offre des biens ne correspond pas aux besoins.

Cet état de rareté entraîne une série de conséquences.

Tant que l'abondance généralisée ne sera pas réalisée, il restera nécessaire de calculer les moyens (60). L'allocation des ressources ne peut se faire sans comptabilité faisant le jeu de la loi de la valeur. "La possibilité de passer à la distribution directe des biens sera donnée (...) lorsque la société ne devra plus contrôler la quantité de travail et des besoins" écrivait GATOVSKIJ (61).

Une catégorie qui occupe une place capitale dans la planification soviétique est le coût et la réduction des coûts au service de l'accumulation (62). Ce que les programmes du P.C.U.S. ont proclamé comme une vérité dogmatique propre au socialisme n'est pas le postulat de tout cours d'économie politique : la nécessité, pour satisfaire des besoins illimités, de produire à partir de ressources limitées ?

(60) "Sous le socialisme, existe la nécessité objective d'une économie constante du travail vivant et passé. Cette nécessité "est engendrée par la propriété sociale des biens de production", G.A. CARICINA, Hozjajstvennyj rasčët i rentabel'nost'. Stoimost'i sebestoimost' (L'autonomie comptable et la rentabilité. La valeur et le coût), Mos, Vyssšaja škola, 1961, p. 6.

(61) GATOVSKIJ, dans Voprosy ekonomiki, 1968, n°9. La pratique a prouvé péremptoirement ce principe. Aussi, en 1921, l'éditorial de la revue Krasnaja Gazeta portait le jugement suivant sur la généralisation de la gratuité des biens et des services : "Après la révolution, le pouvoir avait décidé de rendre toutes choses gratuites (...). Dans des conditions normales, il en serait resté ainsi, si les usines, les fabriques, les entreprises industrielles et les transports avaient donné toute la mesure du travail. Mais là était la grosse difficulté". (Krasnaja Gazeta n° 18.9.1921, citée par S. ZAGORSKIJ op. cit., p. 145.

(62) "La réduction du coût de la production industrielle représente pour la société socialiste une nécessité économique objective" (G.A. CARICINA, op.cit., p. .../.

Le système administratif a secrété un arsenal d'indices imposés aux entreprises pour mettre en pratique la réduction des coûts. C'est au nom de ces principes d'économie que des fonds spéciaux ont été créés au sein des entreprises qui "mettent à jour" les réserves latentes, que les rationalisateurs et les inventeurs se voient décerner des brevets, que des conférences de rationalisateurs sont réunies, que le comité central du P.C.U.S. a édicté de nombreuses directives sectorielles ou générales sur les façons d'économiser les moyens de production (63).

25. C'est parce que la société dans son ensemble a intérêt à minimiser les dépenses -de travail et matérielles- qu'elle intéresse les travailleurs, les ateliers, les entreprises à réduire leurs coûts. Le surplus de chaque entreprise devient la mesure de son aptitude à contribuer au surplus global. Cet intéressement à plusieurs étages prend la forme des salaires (au rendement ou au temps), des primes, des fonds de stimulation, de la compétition socialiste.

La répartition selon le travail - denrée devenant de plus en plus rare- engendre une distribution de ressources financières : la monnaie. Les revenus du travailleur déterminent son pouvoir de se procurer des biens de consommation. Il y a place donc pour un échange "travail-rémunération", pour une première forme de marché, bien particulier puisque les prix sont imposés par l'acquéreur unique- comme dans une situation de monopsonie-, mais marché quand même entre les détenteurs de la force de travail et le propriétaire des moyens de production.

Or ces mécanismes d'incitation, en tant qu'ils laissent libre cours à une certaine initiative, qu'ils admettent une possibilité de choix, doivent s'analyser comme une "désintégration". Autonomie et intéressement sont indissociables (64). En sens inverse, l'intégration totale ne se conçoit que dans un état de total désintéressement.

.../. 42; "La réalisation, dans les intérêts de la société, des résultats maximaux au prix des dépenses minimales, telle est la loi indiscutable de la construction économique" (programme du P.C.U.S., projet, Gospolitizdat, 1961, p. 87).

(63) Directive "Sur l'utilisation rationnelle de l'énergie électrique dans l'économie"; Directive "Sur l'usage économique des métaux ferreux dans l'économie"; Directive "Sur l'usage économique du cuivre, du nickel, de l'étain, du plomb et des autres métaux non ferreux dans l'économie"...etc.

(64) "La responsabilité matérielle est un trait essentiel de l'autonomie comptable" (G.A. CARICINA, op.cit., p. 18).

C'est pourquoi l'on retrouvera si souvent dans la littérature et la doctrine économiques soviétiques l'autonomie comptable des entreprises associée aux concepts de coût, de calcul économique, de valeur et, finalement, de relations marchandes (65).

26. L'autonomie comptable est un instrument au service de la loi de la valeur, de l'échange des biens au prorata de leur coût de production; c'est par lui que doit être réalisée une allocation "optimale" des ressources (66).

On trouve reconnaissance de ce que l'autonomie comptable est liée à un état de rareté dans le passage suivant : "Au stade actuel de la croissance de l'économie socialiste, dans la période du passage progressif du socialisme au communisme, le régime d'économie dans l'activité des entreprises et des organisations économiques se concrétise par le truchement de l'autonomie comptable (67). La même opinion est développée par G.A. CARICINA : "L'économie de travail vivant et passé se réalise sous le socialisme au moyen de l'autonomie comptable (...). Dans la construction communiste, il est nécessaire d'utiliser à fond les relations marchandes en rapport avec le nouveau contenu qu'elles ont acquis dans la période socialiste. L'application de ces instruments de la croissance économique que sont l'autonomie comptable, la monnaie, les prix, le coût, le profit, le commerce, le crédit et les finances, joue un rôle important en ce sens ..." (68).

Au sein même des entreprises, les planificateurs soviétiques ont été confrontés à l'apparition spontanée de relations marchandes sui generis entre les ateliers, sections brigades ... Ainsi, de 1929 à 1932, les ateliers se payaient en bons

(65) "La catégorie du coût (de même que celle de la valeur) existe sous le socialisme en raison de la présence de la production marchande et de la loi de la valeur. La catégorie du coût est étroitement liée à l'autonomie comptable ..." (G.A. CARICINA, op.cit., p.37); voir aussi S.K. TATUR : "La naissance du HOZRASCËT dans l'économie socialiste fut liée à l'action de la loi de la valeur" (op.cit., p.27).

(66) "Le régime de l'utilisation des fonds fixes et circulants de l'entreprise en autonomie comptable doit stimuler l'intéressement matériel de cette entreprise et de ses chefs à une utilisation optimale des ressources" (S.K. TATUR, op.cit., p. 231.

(67) S.K. TATUR, op.cit., p. 230.

(68) G.A. CARICINA, op.cit., pp.12 sv.

appelés "chèques de comptabilité marchande interne". Ces bons concrétisaient la limitation des ressources assignées à chaque atelier dans son activité de production. Comme il fallait s'y attendre, on vit apparaître spontanément des relations de "crédit" entre ces ateliers et même des contrats. Cette dernière pratique fut interdite par la décision du Praesidium du V.S.N.H. de l'U.R.S.S du 12 novembre 1931.

27. La réhabilitation des catégories marchandes, de la loi de la valeur^{et} du calcul économique a pris naissance au coeur même de la période stalinienne. La nécessité est apparue de dissocier les lois propres à l'économie socialiste et à l'économie capitaliste des lois universelles liées à tout processus de production et de répartition dans une situation de pénurie relative. L.M. GATOVSKIJ, entre autres, illustre dès le début des années trente ce souci d'instaurer une science des lois objectives de l'économie soviétique. STALINE, lui-même, dans les "Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. dut convenir de l'existence des lois objectives qui prennent leur revanche lorsque les planificateurs les négligent.

L'ère post-stalinienne fut celle d'une condamnation moins équivoque du volontarisme, d'une revalorisation du calcul économique et de la recherche de techniques d'allocation optimale des ressources :

"Tout mépris des lois économiques ou la violation de leurs impératifs sont immédiatement sanctionnés : difficultés économiques, manque de coordination et disproportions se manifestent; des pertes apparaissent, les rythmes ralentissent; des réserves sont immobilisées. Telle est la façon pour les lois objectives de se faire sentir. Ce n'est qu'en acquérant une parfaite familiarité avec leur nature et en étudiant leurs manifestations, sens et influences que l'homme de la société socialiste peut se soumettre ces lois, c'est-à-dire les utiliser en vue du but qu'il s'est fixé" (69).

(69) Editorial de Ekonomičeskaja gazeta n°37, 15.9.1965. Pour d'autres critiques, voir S.K. TATUR, op.cit. , pp. 9 et 10.

Parmi ces lois économiques objectives universelles, il faut, pour un courant de pensée, compter la loi de la valeur :

"Ce que nous appelons loi de la valeur, ce que nous cherchons à limiter de toutes les manières possibles et ce dont nous avons honte comme d'une survivance vicieuse du capitalisme, ce n'est pas du tout une loi de l'économie capitaliste. C'est tout simplement la nécessité élémentaire, vitale, permanente et objective de comptabiliser le travail social et de respecter les principes objectifs qui en découlent. La fonction de la valeur consiste à donner à la société la possibilité de comparer le volume des besoins sociaux en produits de la production matérielle avec les ressources existantes en travail social" (70).

Si la loi de la valeur existe dans toute société, la maîtrise de cette loi et son utilisation consciente par le planificateur différencie l'économie socialiste de l'économie capitaliste : "Dans une économie socialisée, la loi de la valeur fonctionne comme une nécessité organisée que cette économie applique consciemment et qu'elle utilise comme un instrument de la planification soviétique" par le jeu, notamment des leviers économiques que sont les prix, la rentabilité, le taux d'intérêt ...etc, tandis qu'en régime capitaliste, "la loi de la valeur fonctionne comme une force naturelle qui domine les hommes". Telle est du moins la distinction communément admise en Union Soviétique telle que l'exprimait K. OSTROVITJANOV en 1948 (71).

Entre le système administratif refoulant toutes lois et catégories économiques au nom du rejet du capitalisme, et la primauté donnée à l'échange marchand, c'est au niveau du compromis que se situe la position officielle des dirigeants du KREMLIN. Ainsi, lors du XXIVe Congrès du Parti communiste soviétique, A. KO-SYGIN fit la part des choses en ces termes :

(70) I. MALYŠEV, Comptabilisation du travail social et prix dans le socialisme, Mos, 1960, p.49, cité par H. DENIS et M. LAVIGNE, op.cit., pp. 154-155. C'est moi qui souligne.

(71) K. OSTROVITJANOV, Planification socialiste et loi de la valeur, Vop. Ekon., n°3, 1948, cité par H. CHAMBRE, op. cit., p. 433. Dans un sens voisin, V. LEONTJEV écrivait : "La mauvaise interprétation de la loi de la valeur dans une société socialiste, qui fut répandue sous l'influence du culte de la personnalité a fait beaucoup de tort à la pensée et à la pratique économique (.....). Dans la réalité, la loi de la valeur et les catégories fondées sur elle constituent une caractéristique inhérente à l'économie socialiste, un aspect des plus importants de son développement normal. La loi de la valeur et le plan ne sont pas en contradiction, mais vont de pair. Une gestion planifiée est impossible sans calcul économique sûr et fiable à la fois à l'échelle de l'économie dans

.../.

"Le nouveau système de stimulants économiques, fondé sur une gestion équilibrée suppose l'augmentation du rôle du profit dans l'économie nationale. Nous considérons le profit et la rentabilité comme d'importants critères et ce qui concerne les perspectives de la production ... Les rapports monétaires et marchands peuvent et doivent être utilisés pour renforcer la gestion planifiée de l'économie nationale. Bien entendu, nous rejetons toute conception erronée qui remplacerait par la loi du marché le rôle primordial de la planification centralisée d'Etat" (72).

Tel est l'esprit de la réforme économique entamée en 1965, qui a branché plus directement les entreprises sur le marché, dans le cadre cependant d'une planification centralisée.

Ainsi donc, s'écartant progressivement des thèses des contemporains de LENINE, les auteurs comme les autorités ont, après une période de flottement, tantôt justifié tantôt remis à sa juste place la loi de la valeur et les relations marchandes.

28. Mais il est des économistes qui vont plus loin dans la condamnation du système administratif et se font les avocats d'une centralisation radicale.

Ainsi, G. LISICKIN dans un article consacré à l'agriculture (73) demande de considérer l'exemple des grandes firmes américaines. La "General Motors" se compose de trente-cinq divisions fort autonomes, remarque-t-il, et si la stratégie globale est décidée par le centre, la tactique est du domaine des divisions.

Plus loin, il remet en question la priorité idéologique traditionnellement donnée aux sovkhozes sur les kolkhozes, en constatant que les premiers sont nettement moins efficaces que les seconds (74). L'évidence est là : les lois économiques, parmi lesquelles celle de la valeur et les relations marchandes et monétaires "continuent de régir tant les sovkhozes que les kolkhozes et que le res-

.../. son ensemble et à celle de chacun de ses maillons pris individuellement" (V. LEONTJEV, L'unité de l'économie et de la politique, Pravda, 7.3.1965, p.2).

(72) A. KOSYGIN, discours du 6.4.1971, cité par A. JACOB dans Le Monde du 8.4.1971 p.6.

(73) G. LISICKIN, Gektary, Centnery, Rubli (Hectares, quintaux, roubles), Zametki ekonomista (notes d'un économiste), Novyj Mir, 1965, n°9; c'est moi qui souligne.

(74) "Dans un sovkhoze, l'ouvrier est plus éloigné des moyens de production, il s'en sent moins le maître" (G. LISICKIN, op.cit.).

te de l'économie" (...). Cela signifie que cette distinction entre sovkhoses et kolkhoses, dont nous avons parlé précédemment, à savoir le caractère marchand et non-marchand de la production, au fond des choses, elle n'existe pas. L'enveloppe non-marchande dans laquelle est installée la production sovkhosienne, ne fait que masquer son essence réelle. (73)

On peut dire que le tour est bouclé : avec l'"enveloppe non marchande" des réalités marchandes, nous sommes aux antipodes de la forme marchande, des apparences de valeur de la production des époques précédentes!

29. Si l'on sort des frontières de l'Union Soviétique, on trouve des auteurs plus audacieux encore, pour qui l'autonomie de l'entreprise doit être poussée à la limite dans le cadre cependant, d'une planification des grandes décisions, notamment en matière d'investissements. On doit signaler le courant d'idées favorable à un socialisme de marché, tel qu'il fut illustré par l'école polonaise avec Oskar LANGE, auteur de la célèbre étude "On the economic theory of socialism", paru en 1936 (75) et ses disciples A. NOWICKI, KALECKI et WL. BRUS, ainsi que par l'école tchécoslovaque avec Ota ŠIK comme chef de file (76). Il convient de rappeler aussi les expériences introduites en Bulgarie, en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Seule la Hongrie poursuit tant bien que mal le chemin difficile d'une réforme orientée vers une meilleure application des lois de la production marchande.

30. Dans la mesure où les relations marchandes recouvraient droit de cité, il était normal que le droit civil (le "moment juridique" entre les hommes) connût un essor. Les nouveaux principes de droit civil de l'U.R.S.S. datent de 1961, le code civil de la République Russe, de 1964. Le Soviet suprême a voté en 1969 les importants statuts des contrats de livraison des biens de production et des biens de consommation. Aux seuls rapports de subordination que préconisait jadis PASUKANIS, se superposent et, progressivement, se substituent semble-t-il les rapports horizontaux autrefois condamnés. L'extrait suivant du préambule des Principes de droit civil est significatif :

(75) Oskar LANGE, On the Economic Theory of the Socialism, dans Review of Economic Studies, 1936-1937, n°1 pp. 53-71.

(76) voir son ouvrage Plan and Market under Socialism, N.Y., I.A.S.P., Prague, Academica, 1967.

"Dans l'édification du communisme, les relations commerciales et monétaires s'emploient en accord total avec le nouveau contenu qu'elles ont dans une économie socialiste planifiée, et l'on applique des instruments de développement économique aussi importants que l'autonomie comptable, la monnaie, les prix, le coût, le profit, le commerce, le crédit, les finances. La structure du communisme s'opère sur le principe de l'intéressement matériel des citoyens, des entreprises, des kolkhozes et des autres organisations économiques" (77).

31. En fin de compte, c'est à un préalable purement quantitatif qu'on doit lier la disparition des catégories marchandes : tant pour les biens de consommation que pour les moyens de production, une abondance définitive est requise. C'est ce qu'Ernest MANDEL exprime de façon lapidaire : "La pénurie des valeurs d'usage prolonge la vie de la valeur d'échange" (78). Cette abondance est-elle réalisable? C'est de la réponse à cette question que dépendra le sort des catégories marchandes et de la loi de la valeur. La réponse affirmative se fonde sur l'opinion que les besoins "fondamentaux" peuvent être satisfaits. Mais la notion de "besoin fondamental" -tant à l'échelon individuel que collectif- n'évolue-t-elle pas avec le niveau économique de la société? La limitation croissante des ressources que notre monde découvre ne fait-elle pas ressortir davantage encore la disproportion fantastique entre besoins et ressources disponibles ? L'économie peut-elle être autre chose que la "répartition d'une pénurie" pour reprendre l'expression d'E. MANDEL lui-même ?

32. La rencontre entre une offre et une demande concerne plusieurs éléments de la vie économique soviétique .

En premier lieu, on doit mentionner le marché des biens de consommation.

L'aléatoire n'en est pas absent et ne peut théoriquement pas l'être dans un ré-

(77) Traduction R. DEKKERS, dans *Les pays communistes*, 1962, n°2, pp. 167 sv.

(78) E. MANDEL, *Op.cit.*, t.IV, p.33. Pierre NAVILLE dans *Le socialisme socialiste op.cit.*, va dans le même sens lorsqu'il écrit (pp.58 et 63) : "(La société socialiste s'en tient à la loi de la valeur) parce que, elle ne peut pas faire autrement tant que la productivité générale de la société totale (secteurs socialiste et non-socialiste) ne permet pas de s'en passer (...); tant qu'elle n'aura pas largement dépassé les taux de productivité capitaliste (...). L'accroissement massif de la production et de la productivité, au-delà du niveau atteint par les bastions capitalistes, est donc l'une des conditions nécessaires .../.

gime de répartition selon le travail. L'opération de production devient la source d'un double flux : mouvement des biens produits d'une part, mouvement des rémunérations et primes versées à l'ouvrier ou au paysan d'autre part. Le premier alimentera ce qu'il est convenu d'appeler l'offre, le second la demande. Plus que les autres centres de décision, la demande des biens de consommation, parcellaire par essence, a tendance à échapper à la maîtrise du planificateur. C'est d'ailleurs par ce biais que s'est développée l'inflation galopante lors du lancement des plans quinquennaux : l'offre rétrécie des biens de consommation a rencontré une augmentation brutale des revenus nominaux. Certes, il est possible de contrôler le volume global de la demande par une politique des revenus - et là encore les mécanismes de stimulation introduisent un élément aléatoire - mais l'incertitude vise davantage la qualité de la demande et ce, d'autant plus que se développe l'offre de biens de consommation.

Comme, avec le temps, le choix du travail est devenu de plus en plus libre, on peut dire que tant le mode d'acquisition du revenu individuel que la façon de le dépenser sont des variables sur lesquelles le planificateur n'a plus qu'une emprise indirecte.

Ajoutons que la disparition de la monnaie selon les théoriciens de l'ère révolutionnaire était conditionnée par l'instauration d'un nouveau mode de rémunération. Les ouvriers auraient reçu des certificats de travail donnant droit à des biens de consommation. Dans son ouvrage de 1922, De la N.E.P. au socialisme, PREOBRAZENSKIJ imagine un système selon lequel les travailleurs auraient la faculté de consommer au magasin de leur entreprise jusqu'à concurrence de leur salaire. L'entreprise étant débitrice du salaire mais créancière pour le montant des achats de consommation, eût pratiqué une confusion et n'eût payé sous forme monétaire que la différence. On voit de suite que seule la conjonction dans le chef de l'entreprise des qualités de débitrice des salaires et de fournisseur

.../. de la création d'un surplus consommable que puisse faire perdre peu à peu à la valeur son rôle de régulation à la fois dans les échanges et dans la mesure de la proportionnalité des répartitions selon le travail".

de biens de consommation permet d'éliminer en tout ou en partie le paiement du salaire en espèces. A moins de généraliser ce type de conjonctions - on pourrait dire, d'intégrations, - peut-on imaginer un système qui ne fasse resurgir directement ou indirectement le salaire monétaire ?

Quant aux instruments de production, la qualité de marchandise a beau leur être refusée, on constate que leur allocation purement administrative s'est heurtée à des obstacles de taille. Le seul intéressement des entreprises au produit de leur activité et, dans ce cadre, la faculté qui leur a été laissée d'utiliser une part de leurs surplus à acquérir des biens de capital, ont fait de ceux-ci les objets de ce qu'on doit appeler un "marché".

33. En conclusion, l'économie sociétique doit-elle être considérée comme une économie de marché ?

Par la force des choses, serait-on tenté de répondre.

C'est un double marché que l'on découvre, en effet:

"Il a été longtemps avancé dans la littérature économique qu'il ne se posait aucun problème de marché de quelque sorte que ce fût dans le socialisme. La vie a refusé ce point de vue dogmatique (...). Le problème du marché existe non seulement pour les biens de consommation, mais aussi pour les biens de production" (79).

Si une telle opinion procède d'une expérience concrète, ne peut-elle également se dégager d'une réflexion sur la nature économique du socialisme ?

Pour autant que l'on veuille bien admettre que la répartition selon les besoins ne peut rentrer dans un projet opérationnel ni à moyen ni même à long terme, on est tenu de faire entrer le jeu de la loi de la valeur comme des catégories marchandes dans toute vision sans préjugé dogmatique de l'économie socialiste. La tentation du socialisme est précisément d'ignorer cette exigence et d'imposer sans considérations objectives la prétendue victoire du socialisme sur les lois économiques et sur le droit.

(79) V. PARFENOV et N. PETROV, Plan, profit et primes, Pravda, 23.6.1965, p.2.